

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE [\(ici\)](#)

Prix : la dynamique des prix à la production et des prix à la consommation rebondissent en mars à respectivement +0,4 % (g.a.) et +2,3% contre +0,1% et +1,5% en février, tirés par la hausse des prix du pétrole et des aliments (choc d'offre sur le porc)

Réserves de change : les réserves augmentent pour le cinquième mois consécutif, de +8,6 Mds USD en février à 3 099 Mds USD, dans un contexte de légère appréciation de l'USD (effet de valeur négatif pour les réserves) ; les réserves en or de la PBoC augmentent pour le quatrième mois consécutif après plus de 2 ans de stabilité

Crédits et masse monétaire : la croissance du financement à l'économie réelle (TSF) augmente à +10,6% (g.a.) en mars contre +10% en février; la croissance des prêts bancaires accélère à +13,6%, la croissance de M2 augmente légèrement à +8,4% (g.a.)

ECONOMIE GENERALE [\(ici\)](#)

Politique sociale, urbanisme et finances publiques : la NDRC lève certaines restrictions concernant les permis de résidence (hukou) pour des villes de rang 2 et 3 (petites et moyennes villes)

Politique économique : le Conseil des affaires d'Etat a publié de nouvelles « lignes directrices » (guidelines) en vue de soutenir le développement des PME et prévoit de nouvelles baisses ciblées du taux des réserves obligatoires

BANQUE ET FINANCE [\(ici\)](#)

Banques : le régulateur bancaire délivre une nouvelle licence bancaire permettant l'acquisition de banques rurales à l'échelle nationale

Marché boursier : la Bourse de Shenzhen a lancé deux nouveaux indices pour Greater Bay Area
Fintech : le gouvernement chinois envisage d'interdire l'extraction de bitcoin et d'autres crypto-monnaies à l'échelle nationale

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE [\(ici\)](#)

Relations UE-Chine : 21ème Sommet Union européenne-Chine à Bruxelles

Relations UE-Chine : 8ème Sommet des « 16+1 » à Dubrovnik

Commerce extérieur : nouvelle chute des importations et rebond des exportations au mois de mars

Guerre commerciale : avancées sur un éventuel accord US-Chine (Mnuchin)

Relations US-Chine: inscription de 37 entités chinoises sur la « unverified list » du ministère du Commerce américain (DoC)

Relations US-Chine : enquête initiée contre des entreprises chinoises photovoltaïques au titre de la Section 337 du Tariff Act

Investissements sortants: projet de règles en matière de reporting des investissements sortants

ALE : poursuite des négociations pour un ALE approfondi Chine-Pakistan

ALE : 15ème cycle des négociations trilatérales Chine-Japon-Corée du Sud

INDUSTRIE ET NUMERIQUE [\(ici\)](#)

Economie numérique : nouveaux licenciements chez JD.com ?

Economie numérique : Yahoo (Altaba) sort du capital d'Alibaba

中国经济
分析报告



Politiques publiques: *la NDRC lance des consultations publiques sur l'économie numérique*

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : *réunion de travail des conseillers du CCICED à Hangzhou le 3 avril*

Ville durable : *la NDRC publie un plan interministériel sur l'urbanisation pour 2019*

Energie : *8^{ème} dialogue UE-Chine sur l'énergie à Bruxelles le 9 avril*

Transports : *4^{ème} réunion de pilotage de la Plateforme de connectivité UE-Chine à Bruxelles le 8 avril*

Energie : *19^{ème} conférence internationale sur le gaz naturel liquéfié à Shanghai le 2 avril*

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Santé : *Hong Kong devrait recruter 11 000 nouveaux docteurs pour être à même de répondre aux besoins de la population, selon une étude du think-tank « Our Hong Kong Foundation »*

Conjoncture : *les ventes de détail accusent un repli de 1,6% sur les deux premiers mois de l'année 2019*



CONJONCTURE

Prix : la dynamique des prix à la production et des prix à la consommation rebondissent en mars à respectivement +0,4 % (g.a.) et +2,3% contre +0,1% et +1,5% en février, tirés par la hausse des prix du pétrole et des aliments (choc d'offre sur le porc)

L'indice des prix à la production (IPP) a accéléré en avril, pour la 1^{ère} fois depuis juin, à +0,4% en glissement annuel (g.a.) contre +0,1% en février. La rupture de tendance s'explique par un bond des sous-indices du secteur du gaz et du pétrole et des dynamiques soutenues dans les secteurs extractifs. Les sous-indices des autres secteurs sont restés relativement stables. Pour mémoire, la croissance en g.a. de l'IPP a ralenti largement depuis juin 2018, alors à +4,7%.

La dynamique des prix à la consommation (IPC) rebondit nettement en mars à +2,3% en g.a. (contre +1,5% en février) après 5 mois de ralentissement, pour des raisons strictement conjoncturelles. La hausse des prix des aliments et de l'énergie expliquent en effet quasiment intégralement cette augmentation. En effet, l'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) est restée stable à +1,8% (g.a.) fin mars. Le sous-indice des prix des aliments bondit à +4,1 % en g.a. en mars, tiré par la hausse du prix du porc (+5,1% en mars contre 4,8% en février) et des légumes frais (+16,2% en mars contre +1,7% en février). C'est la première fois depuis février 2017 que la croissance du prix du porc retourne en territoire positif. Les prix du porc devraient poursuivre lors accélération dans les prochains mois avec la progression de la peste porcine africaine et du contingentement des importations. Pour mémoire, le poids des prix du porc dans l'IPC est particulièrement important. A noter que l'inflation sous-jacente oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010 selon les statistiques officielles chinoises. L'objectif d'inflation pour 2019, fixé par les autorités lors des assemblées législatives de mars, est de 3%.

Réserves de change : les réserves augmentent pour le cinquième mois consécutif, de +8,6 Mds USD en février à 3 099 Mds USD, dans un contexte de légère appréciation de l'USD (effet de valeur négatif pour les réserves) ; les réserves en or de la PBoC augmentent pour le quatrième mois consécutif après plus de 2 ans de stabilité

Les réserves de change officielles chinoises ont augmenté pour le cinquième mois consécutif, de +8,6 Mds USD (+0,3%) pour atteindre 3 099 Mds USD fin mars, contre 3 090 Mds USD fin février. La *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE) a attribué cette baisse « aux variations en valeur des devises étrangères ainsi qu'à des plus-values latentes sur actifs financiers », malgré une légère appréciation de l'USD en mars (l'indice composite USD de Bloomberg a augmenté de +0.78% en mars).

La PBoC a acheté plus de 10 tonnes d'or en mars, les réserves en or de la Banque centrale atteignant désormais 1 691 tonnes contre 1681 tonnes fin février. C'est le quatrième mois consécutif que la Banque centrale achète de l'or, pour un total de 1,38 millions d'onces. Pour mémoire, ses réserves en or, qui ne constituent qu'une petite partie de ses réserves, étaient restées stables entre septembre 2016 et novembre 2018. Pour mémoire, les réserves ont diminué de -90 Mds USD en 2018. Les données du *World Gold Council* indiquent que les banques centrales ont augmenté leurs réserves en or de 651 tonnes en 2018, pour une croissance en glissement annuel de 74%, soit le montant le plus important depuis la fin de la convertibilité du dollar en or (*Gold Exchange Standard*) en 1971.

Crédits et masse monétaire : la croissance du financement à l'économie réelle (TSF) augmente à +10,6% (g.a.) en mars contre +10% en février; la croissance des prêts bancaires accélère à +13,6%, la croissance de M2 augmente légèrement à +8,4% (g.a.)

La croissance de l'agrégat officiel de financement à l'économie réelle hors autorités publiques (« *Total social financing* », TSF) a augmenté en mars, à +10,6% (g.a.), contre +10% en février. Cela marque la seconde accélération depuis mi-2017, après un rebond en janvier.

Dans le détail, cette croissance est tirée par une nette augmentation des crédits bancaires, +13,8% en mars contre +13,3% en février et en particulier des crédits à long terme. En outre, le stock de financement *shadow banking* s'est « moins contracté » (-10,3% fin mars (g.a.) contre -11,4% fin février (g.a.)). Pour mémoire, les prêts intermédiés entre entreprises non-financières (entrusted loans) et les prêts des sociétés de fiducie (*trust loans*) ont particulièrement ralenti depuis fin 2017, période à laquelle ces canaux de financement non-bancaires ont été intégrés aux priorités de la politique de renforcement du cadre réglementaire conduite par les autorités depuis début 2017. A noter que les *Undiscounted Banker's acceptances* se contractent de « seulement » - 12%. En février, le régulateur bancaire et le Premier ministre avaient souligné l'augmentation des activités d'arbitrage impliquant des acceptations bancaires en janvier, et promis des sanctions contre ces activités qui « pourraient conduire à l'accroissement des encaisses oisives mais aussi à de nouveaux risques cachés ». En février, le stock d'acceptations bancaires avait reculé de -15,7%. Pour rappel, le TSF ne capte pas l'ensemble des activités du « *shadow banking* », et en particulier n'inclut pas une partie importante des « *wealth management products* », contre lesquels les autorités mènent une politique de renforcement de la supervision depuis fin 2016.

La croissance des dépôts bancaires accélère à +8,3% en mars (g.a.) contre +8,2% en février. Les administrations ont notamment réduit leur épargne bancaire, alors que l'épargne des ménages a continué à croître à un rythme soutenu.

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 augmente à + 8,6% (g.a.) en mars contre +8% fin février. L'agrégat M2, qui se compose de la monnaie en circulation et des dépôts à vue des entreprises et des ménages, était jusqu'à cette année un objectif intermédiaire de la politique monétaire chinoise (dernière cible de croissance fixée à +12% en 2017).

Pour mémoire, l'orientation de la politique monétaire demeure « prudente » selon la PBoC. Cependant, le Premier ministre se montre volontairement approximatif, car s'il exclut un « déluge de stimuli monétaires », « la politique monétaire sera assouplie ou resserrée de manière adéquate (« to the right degree ») ». Ainsi, l'agrégat cible M2 et les agrégats de financement devront augmenter en ligne avec le PIB nominal. L'objectif est en fait d'améliorer l'accès des PME (qui peut également s'apparenter à une orientation du crédit vers le secteur privé) au financement. Néanmoins, dans un contexte d'assainissement du secteur financier, et faute de capacités à appréhender les risques liés au PME, les banques craignent d'augmenter leur ratio de créances douteuses en augmentant leurs lignes de crédits (les petites et micro entreprises ayant un ratio de créances douteuses plus élevé). En pratique cependant, il est probable qu'elles obéiront aux injonctions du gouvernement qui en a fait l'une des priorités de la politique économique. Par ailleurs, faute d'une meilleure capacité des banques à appréhender les risques induits, l'augmentation de crédits administrés pourrait entraîner une mauvaise allocation du crédit.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE GENERALE

Politique sociale, urbanisme et finances publiques : la NDRC lève certaines restrictions concernant les permis de résidence (*hukou*) pour des villes de rang 2 et 3 (petites et moyennes villes)

La Commission nationale de la Réforme et du Développement (NDRC) a publié le 31 mars une circulaire demandant aux gouvernements locaux de lever certaines restrictions concernant les permis de résidence (*hukou*) pour les personnes qui vivent et travaillent actuellement dans des villes dont la population urbaine est comprise entre 1 et 3 M d'habitants (villes de rang 2 et 3). La NDRC a également déclaré que les gouvernements des villes ayant une population urbaine de 3 à 5 M d'habitants devraient assouplir les restrictions imposées aux travailleurs migrants (*farmers-turned-workers*) qui y vivent depuis plus de cinq ans, ainsi que pour les « techniciens » et les jeunes diplômés (notamment ceux qui ont obtenu un diplôme à l'étranger). Les gouvernements des villes de plus de 5 M d'habitants sont également appelés à « améliorer leurs politique de *hukou* » et à augmenter le nombre de permis de résidence attribués. Cette circulaire s'inscrit dans le sillage de l'objectif du 5ème plénum du 18ème Congrès du PCC d'accorder d'ici 2020 le « *hukou* » à 100 millions de paysans migrants et de résidents permanents n'ayant pas encore le « *hukou* » des villes où ils résident.

Pour mémoire, la Chine compte 288 M de travailleurs dits « migrants » (chiffre officiel de décembre 2018), ne disposant pas de *hukou* du lieu où ils travaillent. Ces travailleurs ne peuvent pas accéder à d'importants services sociaux (éducation, emploi, sécurité sociale, soins médicaux, logement sociaux) dans la juridiction de leur lieu de travail, et doivent notamment en cas de perte de leur emploi rentrer dans la municipalité de leur « *hukou* ». La réforme du « *hukou* » vise à faciliter le transfert et l'installation d'une partie de la population rurale dans les villes et fait partie des « priorités » du gouvernement depuis 2007. Néanmoins, si cette réforme est essentielle pour favoriser la mobilité professionnelle et accroître le potentiel de croissance de l'économie chinoise, elle peine à être mise en œuvre, compte tenu des disparités en matière de sécurité sociale entre provinces, et ne semble pas être financée. En effet, l'égalisation des prestations sociales et d'accès aux services publics entre les citoyens et les autres habitants permanents (*ceux sans hukou*) dans une même région risquerait de grever le budget de certains gouvernements locaux. La mise en place d'un système de gestion unifié de la sécurité sociale et les transferts entre régions souhaités par le gouvernement devrait en théorie faciliter la mise en œuvre de la réforme.

Politique économique : Le Conseil des affaires d'Etat a publié de nouvelles « lignes directrices » (guidelines) en vue de soutenir le développement des PME et prévoit de nouvelles baisses ciblées du taux des réserves obligatoires

Le 8 avril, le Conseil des affaires d'Etat a publié de nouvelles lignes directrices en vue de « faciliter le développement des PME ». Les guidelines soulignent les problèmes actuellement rencontrés par les PME : « augmentations des coûts, des difficultés de financement et une capacité d'innovation inadéquate ». Le Conseil des affaires d'Etat annonce une « amélioration de l'environnement des affaires par un élargissement de l'accès au marché, des simplifications des procédures administratives et un renforcement de la supervision et régulation du marché ». Particulièrement, d'autres mesures seront annoncées pour soutenir le financement des PME, dont des « baisses ciblées du taux des réserves obligatoires, la création de nouveaux canaux de financement et le soutien aux PME pour recevoir des financements directs via le « new third board » (nouvelle plateforme boursière des



valeurs technologiques de Shanghai). Par ailleurs, le Conseil des affaires d'Etat réitère sa volonté de « réduire les charges fiscales » des PME. Finalement, les directives incitent «les institutions concernées à accélérer la création de plates-formes de partage d'informations de crédit pour les PME ».

Pour mémoire, depuis plusieurs mois l'accent est mis sur l'accès au financement pour les PME. Ce soutien ciblé devrait en théorie se traduire par une baisse des coûts de financement, un allongement de la maturité des prêts et une hausse des prêts accordés par les grandes banques commerciales d'Etat.

Retour au sommaire ([ici](#))



BANQUE ET FINANCE

Banques : Le régulateur bancaire délivre une nouvelle licence bancaire permettant l'acquisition de banques rurales à l'échelle nationale

Le régulateur des banques et des assurances (CBIRC) a octroyé le 4 avril à *Changshu Rural Commercial Bank* une licence définie comme « investment-management de type rural bank » lui permettant d'établir *Xingfu Rural Bank Share limited Company* qui contrôlera près de 30 autres « village banks » situées dans les provinces du Hubei, Jiangsu, Henan et du Yunnan. C'est la première fois que ce type de licence est accordé, donnant à une institution financière le droit d'acquérir d'autres banques rurales situées dans l'ensemble de la Chine et ainsi d'étendre ses opérations dans le pays.

Pour mémoire, les « village banks », ou « rural community banks » exercent principalement leurs activités dans des villages en zone rurale. Depuis 2007, elles se sont développées dans le cadre de « l'inclusion financière » promue par le gouvernement chinois. La Chine compte près de 1 600 banques rurales, selon la China Banking Association (CBA).

Si les autorités n'ont pas précisé de raison concernant cette nouvelle mesure, celle-ci semble s'inscrire dans le sillage de la « réforme financière du côté de l'offre » (*financial supply side reform*) présentée par Xi Jinping fin février en vue de soutenir l'accès au financement de « l'économie réelle ». Par ailleurs, le vice-gouverneur de la Banque centrale Pan Gongshen avait souligné que la réforme financière du côté de l'offre permettrait, entre autres, « de repenser les modèles de gestion, de management du risque et des mécanismes d'évaluation de la performance des institutions financières » pour abaisser les coûts de financement.

Marché boursier : la Bourse de Shenzhen a lancé deux nouveaux indices pour *Greater Bay Area*

La Bourse de Shenzhen a lancé mardi deux indices pour les sociétés de la région *Greater Bay*. Les entreprises ayant leur siège ou qui sont enregistrées dans la région - comprenant Hong Kong, Macao, Guangzhou, Shenzhen et sept autres villes de la province du Guangdong - sont éligibles. Les deux indices intégreront les actions des bourses de Hong Kong, Shanghai et Shenzhen. L'un des indices, *Bay Area Innovative 100* est composé de 65 *A-shares* (50 de Shanghai et 15 de Shenzhen) et 35 *H-shares* et reflétera les actions de 100 entreprises performantes œuvrant dans les secteurs émergents notamment *Tencent*, *Ping'an Insurance* et *China Merchants Bank*. A noter qu'il contient 38 entreprises informatiques qui représentent plus de 25% de la pondération de valeur. L'autre indice, *Bay Area Composite Index* donnera un aperçu plus large des entreprises chinoises du secteur de technologie.

Dans le cadre du plan de développement de *Greater Bay Area* de la Chine, le lancement de ces deux nouveaux indices a pour objectif de refléter les performances économiques de la région et de diversifier les options d'investissement, a déclaré la Bourse de Shenzhen.

Fintech : le gouvernement chinois envisage d'interdire l'extraction de bitcoin et d'autres crypto-monnaies à l'échelle nationale

La Commission nationale de la Réforme et du Développement (NDRC) a déclaré lundi qu'elle cherchait à obtenir des commentaires publics sur une liste révisée des industries qu'elle souhaite encourager, restreindre ou éliminer. La liste a été publiée pour la première fois en 2011. La liste révisée a ajouté



l'extraction de crypto-monnaies, y compris celle du bitcoin, à plus de 450 activités qui, selon la NDRC, devraient être progressivement éliminées car elles étaient dangereuses, gaspillent les ressources ou polluent l'environnement. Il n'a pas stipulé de date précise ni de plan d'action pour éliminer le bitcoin, ce qui signifie que ces activités doivent être supprimées immédiatement, a indiqué le document. Le public a jusqu'au 7 mai pour effectuer des commentaires sur la liste.

La semaine dernière, le prix du bitcoin a grimpé de près de 20% dans sa meilleure journée depuis le sommet de la bulle de 2017 et a franchi la barre des 5000 dollars pour la première fois depuis mi-novembre, bien que les analystes et les traders aient admis qu'ils étaient perplexes. Les bitcoins, qui représentent environ la moitié du marché des crypto-monnaies, ont baissé d'environ 1,4% mardi, tandis que d'autres pièces importantes telles que Ethereum et Ripple's XRP ont également chuté de manière similaire.

La Chine est le plus grand marché mondial de matériel informatique conçu pour extraire des bitcoins et d'autres crypto-monnaies. Cependant, le secteur de la crypto-monnaie est sous haute surveillance en Chine depuis septembre 2017, lorsque les régulateurs ont commencé à interdire les offres de pièces de monnaie initiales (ICO) et à arrêter les échanges locaux de crypto-monnaie. La Chine a également commencé à limiter l'extraction de la crypto-monnaie, obligeant de nombreuses entreprises à s'implanter ailleurs. Le journal d'Etat *Securities Times* a déclaré mardi que la liste reflète clairement l'attitude du gouvernement chinois vis-à-vis du secteur de la crypto-monnaie.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations UE-Chine : 21ème Sommet Union européenne-Chine à Bruxelles

Les présidents de la Commission européenne et du Conseil européen, Jean-Claude Juncker et Donald Tusk, et le Premier ministre chinois Li Keqiang ont co-présidé, le 9 avril à Bruxelles, le 21^{ème} Sommet UE-Chine. Outre une déclaration conjointe conclue *in extremis*, les deux parties se sont accordées sur deux accords en matière de politique de concurrence (dialogue sur le contrôle des aides d'état) et une déclaration commune sur la coopération en matière énergétique. En marge du Sommet, ont été organisés un dialogue sur l'innovation ainsi que la 4^{ème} réunion de la plateforme de connectivité UE-Chine.

Dans le cadre de la déclaration conjointe, l'UE et la Chine s'engagent à conclure un Accord sur les investissements « ambitieux » en 2020. D'après le texte conjoint, le degré d'ambition de l'accord sera notamment mesuré à l'aune de sa capacité à permettre un accès au marché « amélioré de manière substantielle » et à éliminer les pratiques discriminatoires. En outre, la Chine est disposée à présenter « de manière rapide » une offre améliorée d'adhésion à l'Accord sur les Marchés Publics de l'OMC. Les deux parties s'engagent aussi à conclure les négociations sur l'accord de protection des indications géographiques au cours de l'année 2019 et l'accord aéronautique BASA « aussi vite que possible ». Enfin, l'Union européenne et la Chine réaffirment leur engagement à coopérer sur la réforme de l'OMC dans le cadre du groupe de travail bilatéral créé à cet effet, notamment en vue de renforcer les règles internationales encadrant les subventions industrielles ». Sur le même volet, les deux parties s'accordent sur le fait qu'il « ne doit pas y avoir de transferts de technologie forcés ».

Réagissant à la conclusion du sommet, la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine s'est félicitée de l'engagement à conclure l'Accord sur les investissements d'ici 2020, mais accueille avec plus de circonspection les propos en matière de transferts de technologie forcés : « *the feedback we receive from our member companies will be the true barometer of success in this respect* ».

Les autorités chinoises ont réagi de manière positive à la conclusion d'une déclaration commune. Dans un éditorial, le quotidien *China Daily* a qualifié la Chine et l'Union européenne de « forces stabilisatrices » dans le monde, tandis que le recours des États-Unis aux tarifs serait devenu « un réflexe pavlovien » (en référence aux menaces de tarifs sur l'Union européenne en réponse au jugement de l'OMC dans le contentieux Boeing/Airbus). Chine et Union européenne seraient, toujours selon le quotidien, désireuses de « prouver par l'exemple leur opposition aux tendances dommageables que sont l'unilatéralisme et le protectionnisme ». Et de conclure : « ce positionnement ne sera peut-être pas apprécié dans la capitale américaine, mais il sera partout ailleurs dans le monde ».

[Lire la déclaration conjointe](#)

[Lire le communiqué de presse de la Commission européenne](#)

[Lire la réaction de la Chambre de commerce de l'Union européenne](#)

[Lire la réaction du ministère chinois des Affaires étrangères](#)

Relations UE-Chine : Sommet des « 17+1 » à Dubrovnik

Le 8^{ème} Sommet entre la Chine et le groupe des États d'Europe centrale et orientale (« 16+1 »*) s'est tenu le 12 avril, soit trois jours après le Sommet UE-Chine à Bruxelles, à Dubrovnik en présence du Premier ministre chinois Li Keqiang. A cette occasion, la Grèce a formellement rejoint le groupe à la

demande de son Premier ministre, Alexis Tsipras. Les désormais 18 Parties ont conclu une déclaration conjointe - "*Dubrovnik Guidelines for Cooperation between China and Central and Eastern European Countries*" - couvrant de nombreux domaines de coopération (connectivité, commerce et investissements, éducation, sciences, santé, etc.) et ont signé une quarantaine d'accords, en matière agricole, financière ou encore sur le e-commerce. Dans son intervention, le Premier ministre chinois a vanté « l'esprit d'ouverture et d'inclusion de l'initiative, [La Chine] a adhéré aux règles internationales, notamment à celles de l'OMC, et a respecté le droit de l'Union européenne dans sa coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale ». En matière commerciale, la déclaration conjointe apporte notamment son soutien au groupe de travail UE-Chine sur la réforme de l'OMC, à l'adhésion de la Chine à l'Accord OMC sur les marchés publics, aux négociations engagées à l'OMC sur le e-commerce ainsi qu'à la conclusion d'un Accord sur les investissements « ambitieux » et de l'accord sur les indications géographiques entre l'UE et la Chine. En marge de ce Sommet, la Croatie et la Chine ont signé un Mémorandum of Understanding sur la Ceinture et la Route (BRI).

* Chine + Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Albanie, Macédoine du Nord

[Lire la déclaration conjointe](#)

[Lire l'intervention de Li Keqiang](#)

Commerce extérieur : nouvelle chute des importations et rebond des exportations au mois de mars

Les douanes chinoises ont publié les chiffres du commerce extérieur chinois au mois de mars. Alors que les exportations rebondissent (+14% en g.a), les importations connaissent un quatrième mois consécutif de chute (-7%), participant ainsi au creusement de l'excédent commercial chinois (76 Mds USD au cumulé sur le premier trimestre, +54% en g.a). Le dynamisme des exportations chinoises au mois de mars semble s'expliquer par les bons résultats des exportations de textile et d'habillement. Les exportations chinoises vers l'ASEAN (+25%) et l'Union européenne (+24%) progressent rapidement, tandis qu'elles se redressent légèrement vers les États-Unis (+4%) après trois mois consécutifs de chute. À l'inverse, tous les principaux partenaires de la Chine – à l'exception de l'ASEAN qui se maintient grâce au Vietnam et de l'Australie qui voit ses exportations vers la Chine progresser de 2% - souffrent de la diminution des importations chinoises en mars, qu'il s'agisse de l'UE (-5%), du Japon (-14%), de la Corée du Sud (-13%) ou de Taiwan (-10%). Les importations chinoises de biens américains (-26%) chutent encore, et ce pour le septième mois consécutif. En plus du soja (-16%), la baisse des importations semble particulièrement marquée dans le secteur de l'électronique (-6% pour les importations de circuits intégrés).

Sur le premier trimestre, en glissement annuel, les échanges extérieurs de la Chine régressent légèrement (-2%), avec une stabilisation des exportations et un repli des importations (-4%). Parmi les principaux partenaires de la Chine, seule l'Union européenne voit ses exportations vers la Chine se maintenir (+2%), au contraire de l'ASEAN (-5%), de la Corée du Sud (-13%), du Japon (-6%), de Taiwan (-5%) et des États-Unis (-32%).

Guerre commerciale : avancées sur un éventuel accord US-Chine (Mnuchin)

Le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin a annoncé, le 10 avril, que des progrès avaient été réalisés quant à l'inclusion d'un mécanisme de mise en œuvre (*enforcement mechanism*) dans un

éventuel accord commercial entre la Chine et les États-Unis. Selon M. Mnuchin, les deux parties se seraient accordés sur l'établissement d'« *enforcement offices* » chargés de vérifier la bonne mise en œuvre de l'accord. Le secrétaire au Trésor n'a pas précisé si le mécanisme envisagé permettrait à la partie américaine d'imposer unilatéralement des tarifs en cas de non-respect des termes de l'accord par la Chine. Le vice-ministre du Commerce Wang Shouwen avait précisé début mars que ce mécanisme devrait être « à double-sens, juste et équitable ». Une semaine après la venue des négociateurs chinois à Washington, les négociations se sont poursuivies cette semaine par téléphone. Pour rappel, le Président Trump a conditionné la conclusion d'un accord à la tenue d'un Sommet avec son homologue Xi Jinping (voir brèves de la semaine du 1^{er} avril).

Relations US-Chine : inscription de 37 entités chinoises sur la « *unverified list* » du ministère du Commerce américain (DoC)

Le *Bureau of Industry and Security* du ministère américain du Commerce (DoC) a actualisé, le 11 avril, sa « *unverified list* » (UVL), rajoutant 50 personnes ou entités, dont 37 chinoises et 6 hongkongaises. La « *unverified list* » recense les entités étrangères ayant été engagées dans des activités d'exportation ou de réexportation de biens américains à double-usage civil et militaire et dont la « bonne foi » (finalité de l'utilisation des biens à double-usage) n'a pas pu être vérifiée par le BiS. Ces entités se voient privées du droit d'obtenir une licence d'exportation ou de réexportation. Dans sa décision du 11 avril, le BiS ajoute à la « *unverified list* » des entreprises chinoises spécialisées dans la robotique, la micro-électronique ou l'automobile, ainsi que des universités et centres de recherche chinois tels que l'Université Renmin à Pékin et l'Université Tongji à Shanghai. Le porte-parolat du ministère chinois du Commerce (MofCom) a déploré une décision qui « impacte négativement la réputation des entreprises chinoises et crée des obstacles [à leurs] opérations commerciales normales ». Il a rappelé l'opposition de la Chine à « la généralisation du concept de sécurité nationale et aux mesures abusives de contrôle des exportations ». Dans un éditorial, le tabloïd *Global Times* a fustigé une « nouvelle manifestation des idées américaines radicales pour découpler le pays de la Chine » alors que ce n'est pas réaliste : « les États-Unis sont déterminés à maintenir leur supériorité technologique écrasante, mais leurs entreprises ne peuvent pas survivre sans un marché énorme. La Chine est le plus grand marché pour une série d'industries américaines, allant de l'aviation à l'électronique ». Pour rappel, le *Department of Commerce* avait déjà ajouté 44 entités chinoises à son « *export control list* » en août 2018, leur imposant ainsi des contrôles accrus (voir brèves de la semaine du 30 juillet).

Relations US-Chine : enquête initiée contre des entreprises chinoises photovoltaïques au titre de la Section 337 du *Tariff Act*

Le 4 avril 2019, suite à une plainte déposée par Hanwha Q CELLS, une société sud-coréenne disposant d'une filiale aux États-Unis, la Commission du commerce international des USA (USITC) a initié une enquête basée sur la Section 337 du *Tariff Act* à l'encontre des produits photovoltaïques en provenance des sociétés chinoises JinkoSolar, LONGi Solar, et REC Group. Hanwha Q CELLS accuse ces trois entreprises chinoises d'avoir violé ses brevets. Le Mofcom a indiqué souhaiter que les USA puissent conduire l'enquête de « manière objective et équitable », et résoudre ce différend « d'une façon appropriée ».

Investissements sortants : projet de règles en matière de reporting des investissements sortants

Le 8 avril 2019, le Mofcom a publié un projet de réglementation instituant des obligations de *reporting* pour les investisseurs chinois à l'étranger. Ce texte est soumis à commentaires jusqu'au 7 mai 2019.



Chaque semestre, les investisseurs devront soumettre au Mofcom un rapport présentant (i) leur degré de conformité aux lois chinoises, locales et internationales, y compris en matière de protection de l'environnement, de droits de la propriété intellectuelle, de confidentialité des données, d'anti-corruption, d'anti-monopole, d'anti-blanchissement et d'anti-terrorisme (ii) un bilan des obstacles qu'ils rencontrent dans leurs activités d'investissements à l'étranger et pour lesquels une intervention politique serait nécessaire et (iii) la situation de la rentabilité de l'entreprise. Les entreprises sont susceptibles d'être soumises à des sanctions en cas de non-conformité.

ALE : poursuite des négociations pour un ALE approfondi Chine-Pakistan

Le 9 avril 2019, le 11^{ème} cycle de négociations pour accord de libre-échange (ALE) approfondi entre la Chine et le Pakistan a eu lieu à Pékin. Selon le porte-parole du MofCom, les deux pays ont pu progresser sur les sujets comme les concessions tarifaires en matière de biens, les investissements, et la coopération douanière. Pour mémoire, la Chine et le Pakistan ont conclu un accord de libre-échange en 2006, accord dont les deux États ont entamé la modernisation en janvier 2011.

ALE : 15^{ème} cycle des négociations trilatérales Chine-Japon-Corée du Sud

Du 9 au 12 avril 2019, le 15^{ème} cycle des négociations pour un ALE trilatéral entre la Chine, le Japon, et la Corée du Sud a eu lieu à Tokyo. Pour mémoire, les négociations de cet accord ont été entamées en novembre 2012. Les autorités chinoises – y compris par la voix du Président Xi Jinping en ouverture de la Foire aux importations de Shanghai - ont manifesté à plusieurs reprises leur volonté d'accélérer ces négociations.

Retour au sommaire ([ici](#))



INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Economie numérique : nouveaux licenciements chez JD.com ?

D'après [The Information](#) (9 avril 2019), le numéro deux chinois du commerce en ligne prévoit de réduire ses effectifs de 8%. 12 000 emplois (le groupe compte environ 150 000 employés) seraient ainsi concernés, au siège comme dans les entrepôts et parmi les services logistique du groupe. Fin 2018, le groupe avait déjà annoncé des réductions d'effectifs, mais ceux-ci ne devaient à l'époque toucher que 10% des effectifs dans le haut management (soit environ une dizaine de postes). Interrogé par le journal officiel [Global Times](#), JD.com a répondu que les chiffres mentionnés représentaient « une exagération totale ». Depuis son entrée en bourse en 2014, JD.com n'a publié qu'un exercice (légèrement) bénéficiaire : un revenu net de 18 M USD, en 2017, soit une rentabilité des actifs (ROA) quasi-nulle. Au quatrième trimestre 2018, l'entreprise a vu ses pertes s'établir à 4,8 Mds CNY (pour des revenus en croissance de 22%), contre 900 M au quatrième trimestre 2017. Ces dernières semaines, l'entreprise avait déjà revu (à la baisse) la politique salariale de ses services de livraison.

JD.com n'est pas un cas unique : depuis l'automne 2018, les entreprises chinoises de l'internet ont enregistré plusieurs revers, qui se sont traduits par une révision de leurs perspectives de croissance, une chute de leurs taux de marge, une réduction des financements par les capital-risqueurs et, in fine, une correction de certaines valorisations boursières. En réaction, plusieurs grands groupes ont annoncé un ajustement de leurs stratégies ; et une large partie d'entre eux entreprend de réduire leurs dépenses de fonctionnement - en procédant à des licenciements dans un nombre croissant de cas. Si une part de l'explication est liée à la conjoncture et si la réussite de ces groupes n'est pas remise en cause, cet « [hiver de l'internet chinois](#) » - comme le qualifient certains médias chinois - constitue néanmoins un rappel à la réalité et devrait augurer de changements de modèles chez certains acteurs.

Economie numérique : Yahoo (Altaba) sort du capital d'Alibaba

Yahoo (Altaba) a annoncé sa sortie complète du capital du groupe Alibaba (dont il détient 11% des parts) d'ici la fin de l'année 2019, pour un montant qui devrait atteindre 40 Mds USD.

En 2005, Yahoo avait acquis 30% du capital d'Alibaba pour un montant estimé à 1 Md USD. Suite à son rachat par Verizon Media Group, en 2017 (en vue de la création de Oath), Yahoo avait créé un véhicule d'investissement – Altaba – afin de conserver le contrôle de certains investissements. Altaba détenait ainsi 15% du capital du leader chinois du e-commerce (ce qui en faisait son deuxième actionnaire) et 35,5% du capital de Yahoo Japon. Après s'être délesté de l'intégralité de ses parts au sein de Yahoo Japon en septembre 2018, s'était déjà délesté d'une partie de son investissement au sein du groupe Alibaba dans les semaines qui ont suivi.

Politiques publiques : la NDRC lance des consultations publiques sur l'économie numérique

Le 4 avril 2019, la NDRC a [lancé](#) une consultation publique sur l'économie numérique, et notamment sur les sujets suivants : (1) infrastructures numériques (big data, internet des objets, cloud computing, internet des véhicules, drones, véhicules autonomes, livraison autonome) ; (2) gouvernance du numérique ; (3) services publics numérisés ; (4) transformation numérique (numérisation des processus de production, réseaux etc.) ; (5) innovation dans le secteur numérique ; (6) coopération (notamment internationale) ; (7) environnement juridique et réglementaire (prévention des risques, ressources humaines, obstacles institutionnels au développement de l'économie numérique etc.). Les



organisations et personnes de tous horizons sont invitées à présenter leurs commentaires avant le 30 avril 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : réunion de travail des conseillers du CCICED à Hangzhou le 3 avril

La deuxième réunion de travail des Conseillers du *China Council for International Cooperation on Environment and Development* (CCICED), co-présidée par le Conseiller principal chinois M. LIU Shijin et le Conseiller principal international M. Scott Vaughan (Canada), a eu lieu à Hangzhou le 3 avril. Au nom du Secrétariat du CCICED, Mme ZHANG Jieqing, D.G. adjointe du Département de la coopération internationale du Ministère de l'écologie et de l'environnement, a présenté la préparation de la prochaine Assemblée générale 2019 du CCICED prévue à Hangzhou début juin.

Les Conseillers ont présenté les huit rapports élaborés dans le cadre de la préparation du 14^{ème} Plan quinquennal (pour la période 2021-2025) sur les sujets suivants : contribution de la Chine à la gouvernance climatique mondiale ; régime de conservation de la biodiversité mondiale post 2020 ; gouvernance mondiale des océans et civilisation écologique ; urbanisation verte et développement régional intégré ; compensation écologique et développement vert dans la ceinture économique du fleuve Yangtsé ; amélioration de l'environnement à l'horizon 2035 ; transition écologique et gouvernance durable et Nouvelles routes de la soie (BRI) et développement durable à l'horizon 2030.

Ville durable : la NDRC publie un plan interministériel sur l'urbanisation pour 2019

Comme suite au rapport de travail du gouvernement chinois présenté pendant la réunion des deux assemblées parlementaires (« *lianghui* ») début mars, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a publié le 31 mars un plan interministériel de réformes liées à l'urbanisation en 2019, plan composé d'une vingtaine de mesures visant des objectifs sociaux et aspirant à une urbanisation durable : meilleure intégration sociale des populations rurales migrant en ville (assouplissement des règles du « hukou »), développement des services publics pour les résidents permanents, amélioration de l'aménagement urbain, promotion d'un développement urbain de haute qualité et harmonisation des niveaux de développement urbains et ruraux.

A côté des ministères sociaux (Ministères de la sécurité publique, de l'éducation, des affaires civiles et de la culture et du tourisme), certaines des mesures annoncées concernent le Ministère des ressources naturelles, le Ministère de l'habitat et du développement urbain-rural (développement des « villes éponges » et recyclage de l'eau) et le Ministère des transports (transports ferroviaires intercités et urbains notamment).

Après examen attentif du document, ce plan interministériel pourrait constituer une reprise en main par la NDRC des questions prioritaires liées à l'urbanisation, notamment celles à dimension sociale, même si nombre de mesures, surtout celles relatives à la transition écologique, sont mentionnées avec des formulations peu contraignantes.

[Lire le plan d'urbanisation de la NDRC \(en chinois\)](#)

Energie : 8^{ème} dialogue UE-Chine sur l'énergie à Bruxelles le 9 avril

En marge du 21^{ème} Sommet UE-Chine, le 8^{ème} Dialogue UE-Chine sur l'énergie s'est tenu le 9 avril à Bruxelles, coprésidé par M. Miguel Arias Cañete, Commissaire européen pour le climat et l'énergie, et



M. ZHANG Jianhua, Ministre Administrateur de l'Administration nationale de l'énergie. La déclaration conjointe signée à l'issue du dialogue souligne les principaux sujets de coopération bilatérale (amélioration des marchés et des systèmes énergétiques, augmentation de l'efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables), insiste sur une participation accrue des entreprises aux échanges et approuve la mise en œuvre de la nouvelle Plateforme de coopération technique UE-Chine sur l'énergie.

Transports : 4^{ème} réunion de pilotage de la Plateforme de connectivité UE-Chine à Bruxelles le 8 avril

En marge du 21^{ème} Sommet UE-Chine, la 4^{ème} réunion des Présidents de la Plateforme de connectivité UE-Chine s'est tenue le 8 avril entre la DG MOVE et la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) en vue d'accroître les synergies entre la programme européen de Réseau transeuropéen de transport (TEN-T) et l'Initiative chinoise des Nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative* - BRI).

Entre autres résultats, les deux Parties ont approuvé les termes de référence d'une étude conjointe (financée à parts égales par la DG MOVE et la NDRC), restant à lancer, sur l'identification des corridors ferroviaires les plus appropriés pour l'amélioration de la connectivité Europe-Chine.

[Lire le compte-rendu de la 4^{ème} réunion de pilotage de la Plateforme de connectivité](#)

Energie : 19^{ème} conférence internationale sur le gaz naturel liquéfié à Shanghai le 2 avril

La 19^{ème} conférence internationale sur le gaz naturel liquéfié (GNL) s'est tenue à Shanghai le 2 avril, rassemblant plus de 3000 participants. M. ZHANG Jianhua, Ministre Administrateur de l'Administration nationale de l'énergie, a réaffirmé le soutien des autorités chinoises au développement du GNL comme énergie alternative au charbon et donc contribuant de ce fait à l'amélioration de la qualité de l'air.

Pour mémoire, en 2018, la Chine a déjà représenté le 2^{ème} plus grand marché de GNL au monde et le gaz naturel a contribué pour 6% au bouquet énergétique chinois et pour 7% à la production électrique nationale (objectif prévu de 10% d'ici 2020). Bien que l'exploitation des gisements gaziers augmente sur le territoire national, la Chine reste très dépendante des importations de GNL.

Retour au sommaire ([ici](#))



HONG KONG et MACAO

Santé : Hong Kong devrait recruter 11 000 nouveaux docteurs pour être à même de répondre aux besoins de la population, selon une étude du think-tank « Our Hong Kong Foundation »

Alors que l'autorité en charge du secteur hospitalier, la « Hospital Authority », évalue le besoin de Hong Kong en nombre de médecins à 350, le think tank a fondé ses estimations sur le ratio de médecins en exercice dans les pays de l'OCDE, qui s'élevait en moyenne à 3,4 médecins pour 1 000 habitants en 2017, contre un ratio de 1,9 médecin pour mille habitants à Hong Kong (soit un total de 14 900 médecins). En comparaison, ce ratio est de 2,4 à Singapour, de 3,7 au Royaume-Uni et de 6 en Allemagne. Avec un taux de fécondité de 1,2 enfant par femme, Hong Kong fait face à un défi de vieillissement rapide de sa population : selon les estimations des autorités, les résidents âgés de 65 ans ou plus représenteront 30% de la population hongkongaise, contre 16% en 2016. Le rapport de « Our Hong Kong Foundation » appelle à lever les obstacles au recrutement de médecins étrangers, en particulier l'obligation, fixée par le Conseil des médecins (« Medical Council »), d'effectuer des stages à Hong Kong avant de pouvoir passer l'examen permettant d'obtenir une licence pour y exercer.

Conjoncture : les ventes de détail accusent un repli de 1,6% sur les deux premiers mois de l'année 2019

Les ventes de détails affichent une baisse de 10,1% en février 2019, en glissement annuel, après une hausse de 7% en janvier. Dans le détail, on relève en janvier-février un repli des ventes dans le secteur de la joaillerie et de l'horlogerie (-2,8%), des vêtements (-3,7%) et de nourriture (-1%) mais une hausse des ventes de cosmétique (+2,3%). Il convient de préciser que les ventes de détail tendent traditionnellement à être volatiles pendant la période du Nouvel An chinois, tombé cette année le 5 février. Un porte-parole du gouvernement a déclaré que la modération de la croissance mondiale pèserait sur l'économie hongkongaise dans les prochains mois mais que la situation de plein emploi (taux de chômage à 2,8%) ainsi l'afflux de touristes contribueraient au soutien de l'activité. Le nombre de visiteurs à Hong Kong a connu une hausse de +16,5% sur les deux premiers mois de l'année (soit 12,4 millions de personnes) avec une hausse de +18,7% du nombre de visiteurs chinois (10,1 millions de personnes). L'indice PMI est tombé de 48,4 en février à 48 en mars, signalant une perception de contraction continue de l'activité.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Zilan Huang, Camille Bortolini, Furui Ren, Pierre Martin Lianyi Xu, Antoine Bernez, Jean-Philippe Dufour,

Revu par : David Karmouni, Estelle Jacques, Jean-Philippe Dufour,

Responsable de publication : Philippe Bouyoux